



**REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE N°2022-02 DU 24 FEVRIER 2022 RELATIVE AUX
MODALITES DE PRISE EN COMPTE DE PARTICIPATIONS DE TIERS DANS LE FINANCEMENT DE
PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS DE RENFORCEMENT POUR L'INSERTION DU BIOMETHANE
DANS LES RESEAUX DE GAZ NATUREL**

--

Objet : [Consultation publique n°2022-02 du 24 février 2022 relative aux modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel](#)

--

Le Syndicat des énergies renouvelables (SER) remercie la Commission de régulation de l'énergie (CRE) de lui permettre de prendre part à la consultation relative aux modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel.

Après analyse, le SER souhaite attirer l'attention de la CRE sur un certain nombre de points essentiels au bon développement de la filière des gaz renouvelables.

Question : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE pour le dispositif de participation de tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux ?

Le SER est favorable à l'évolution proposée par la CRE pour le dispositif de participation de tiers financeurs dans le financement des programmes d'investissement de renforcement des réseaux. En effet, elle nous semble avantageuse pour les porteurs de projet puisqu'elle permet, pour les investissements de rebours, d'obtenir une diminution du financement tiers requis potentiellement plus importante en comparaison avec le dispositif existant. Et ce, sans revenir sur la règle fondamentale de l'impossibilité de voir augmenter le montant requis de financement tiers, communiqué lors du jalon D2. Ainsi, elle permettra également de mieux rendre compte des dynamiques locales à l'œuvre et des nouveaux projets ou augmentations de volume de production envisagés par les producteurs entre le moment de la demande d'études et la demande de réalisation d'un investissement de rebours. Une période de six mois à plusieurs années pouvant s'être écoulée entre ces deux demandes.

Le SER souhaite qu'une mise à jour du montant de participation tiers puisse même avoir lieu entre le moment de la demande d'étude à la CRE et la demande de réalisation de l'investissement de renforcement si ces deux étapes sont consécutives de six mois ou même moins.

Concernant la proposition d'impossibilité de remboursement partiel du forfait d'études rebours de 200 000 €, le SER n'y est pas favorable. Nous ne voyons pas de contrainte organisationnelle ou technique à la poursuite de la mise en œuvre de ces éventuels remboursements partiels. De plus, cela

aurait pour effet d'abaisser le I/V résiduel (hors participation tiers) sous 4 700 €/Nm³/h, avec un biais par rapport à d'autres zones de I/V plus élevé (jusque maximum 4 700 €/Nm³/h) et pour lesquels aucune participation de tiers n'est demandée. C'est également en écart par rapport aux études pour maillage, études pour lesquelles le montant n'est pas forfaitisé. Le mécanisme de remboursement partiel peut au contraire être renforcé à la faveur de l'évolution proposée.

Par ailleurs, le SER attire l'attention des services de la CRE sur une problématique liée à la collecte des acomptes de participation tiers : l'existence de recours administratifs contre des projets ayant émis des lettres d'engagement rend difficile le versement effectif de l'acompte d'au moins 50 % demandé avant la réalisation de l'investissement de renforcement tant que les recours ne sont pas levés. Une souplesse sur ce mécanisme pour ce type de situations serait de nature à fluidifier le dispositif global.

Dans un souci de lisibilité pour l'ensemble de la filière de toutes les modalités pratiques actuellement en vigueur sur ces questions de participation tiers, le SER estime qu'il serait bénéfique que ces modalités soient consolidées dans une seule délibération globale à venir.

Enfin, le SER souhaite profiter de cette consultation pour rappeler sa proposition sur le financement des études de rebours, telle que formulée lors de la consultation du 7 septembre 2020 (*Participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et à la validation des investissements de renforcement des réseaux de distribution de gaz*) :

En ce qui concerne le principe de financement d'une partie des coûts du renforcement par les porteurs de projets en cas de ratio I/V supérieur au seuil fixé par décret, le SER estime, dans le cas d'un rebours, que le préfinancement, par les porteurs de projet l'étude préalable à hauteur de 200 000 euros dès le jalon D2, constituera un frein considérable au développement de ces projets de renforcement. En effet, en limitant l'attrait d'un tel projet pour les porteurs (du fait de frais importants à payer à un stade de développement si précoce), les projets candidats seront peu nombreux, ce qui augmentera d'autant le coût unitaire à prépayer par projet. Le SER estime qu'un tel montant aurait un effet dissuasif, vis-à-vis du dispositif, le rendant quasiment inutilisable.

Néanmoins, le SER comprend la nécessité de limiter les coûts échoués, c'est pourquoi nous proposons une solution alternative qui consisterait à découper l'étude préalable en plusieurs phases, à l'issue desquelles les porteurs de projets / tiers décideraient, au moment souhaité, de lancer ou non la phase suivante (et de réaliser le paiement associé), quitte à générer des délais entre la mise en service des installations et le rebours. Les acteurs décideraient en connaissance de cause sur la base de leur propre analyse risques / bénéfices. Par exemple, un retard de mise en service de quelques mois pour un rebours qui ne doit servir que quelques semaines durant l'été aurait un impact nul, voire négligeable, sur la rentabilité du ou des projets concernés. Les acteurs pourraient alors aisément décider de lancer (et payer) la dernière phase de l'étude qu'à partir du jalon D4, voire après avoir obtenu leur financement. A l'inverse, ne pas avoir à déboursier la totalité des 200 000 euros à un stade aussi avancé du développement (jalon D2) représente un vrai avantage pour le développement du ou des projets concernés. Cette alternative ne générerait pas de coûts échoués pour le tarif réseau (puisque chaque phase de l'étude est payée par les acteurs au moment de sa réalisation), tout en étant plus attractive pour les porteurs de projets / tiers en permettant un paiement plus progressif et flexible en fonction des caractéristiques du projet.